

Nouvelles des DRAC

Quand les représentant-es du personnel de la DRAC Auvergne-Rhône-Alpes, site de Lyon, en ont assez de jouer les utilités.

Dans un récent communiqué, nous dénonçons la caricature de dialogue social qu'imposaient certains Drac, au nom de leur toute-puissance et du mépris envers les agent-es. Lyon en est un parfait et triste exemple. Faisant suite aux boycotts successifs des réunions récentes du CT et du CHSCT, et en l'absence de toute réaction de la part de la direction, l'ensemble des représentant-es du personnel (CGT, SNAC-FSU, SUD Culture, CFDT et UNSA) ont décidé de démissionner de leurs mandats de représentant-es du personnel. Aucune réponse concrète n'a été apportée aux problèmes de souffrance au travail, alors même que le dernier rapport du médecin de prévention montre qu'ils sont en augmentation dans l'ensemble des services. Confrontés à la réalité du terrain, ils ne peuvent plus entendre que « tout va bien », et le désintérêt du drac pour cette question, ainsi que son mépris envers ceux qui l'expriment ne sont plus acceptables. Les CT et CHSCT ressemblent plus à des « chambres d'enregistrement » de ses décisions qu'à des instances de débats constructifs. Le dialogue social étant devenu un monologue de l'administration, leur démission est à présent la seule issue. Il faudra bien qu'un jour, la ministre, qui ne cesse de « promouvoir » le dialogue social, entende ce désarroi et recadre enfin ces responsables qui se croient tout permis dans leurs établissements.

Mais que se passe-t'il à l'UDAP 67 depuis 3 ans ?

Effectif du service : ce n'est plus une fuite, c'est un exode !!

En 2015, l'unité départementale de l'architecture et du Patrimoine du Bas-Rhin comptait encore 12 postes pour mener à

bien ses missions. Trois ans plus tard, ce sont seulement 4 agents titulaires, 1 stagiaire et 1 vacataire, qui tentent, tant bien que mal, de maintenir à flot un service en train de sombrer...

Entre les arrêts maladies longue durée non compensés par des vacations suffisantes, les délais de carence entre le départ d'un agent et l'arrivée de son (éventuel) remplaçant, c'est sur les épaules d'un personnel qui souffre quotidiennement que repose le fonctionnement de ce service qui a à charge, entre autres, les abords de près de 900 monuments historiques.

Cette situation qui, à nos yeux, relève de la maltraitance doit prendre fin. Un renfort immédiat de ce service par des emplois titulaires ou, faute de mieux, par des vacations à hauteur des postes vides doit être mis en oeuvre dans les plus brefs délais, au risque de voir les rares effectifs encore présents se consumer sur place.

Autre symptôme grave de la situation malade de l'UDAP : l'hyper mobilité des agents. A l'heure où le Ministère et les technocrates novlanguiens font la promotion de la mobilité, de la flexibilité et de la souplesse, l'UDAP 67 fait figure d'excellence : 11 mouvements en 3 ans (sans compter les vacataires). Ce n'est plus du zèle, c'est de la dévotion !! Las, ce ne sont point des choix ou des motivations personnelles mais bien l'ambiance délétère et la surcharge de travail qui ont amené ces agents à changer de service pour prendre un autre poste sur le site de Strasbourg ou en Grand Est.

Cet état de fait pointe un dysfonctionnement grave. Informé de cette situation lors du dernier CHSCT, le Ministère a diligenté une inspection qui aura lieu les 20 et 21 juin prochains. Nous espérons fermement que cette procédure fera la lumière sur les causes de ce constat déplorable et proposera des solutions satisfaisantes afin d'y remédier.

Ne laissons pas ce service exsangue agoniser plus longtemps.

N'attendons pas un accident grave pour réagir.

DES POSTES POUR L'UDAP 67 ! TOUT DE SUITE ET MAINTENANT !!

Strasbourg, le 14 juin 2018